



Direction de la jeunesse, de
l'éducation populaire et de la vie
associative

Institut National
de la Jeunesse et de l'Education
Populaire

Secrétariat général

Service
de l'action administrative
et des moyens

Sous-direction
des achats

Bureau
de la stratégie et de
l'ingénierie des achats
SAAM B1

61-65, rue Dutot
75732 Paris cedex 15

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Procédure n° MEN-SG-AOO-25041

Objet : Réalisation de prestations d'évaluations des projets : « Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique lors des temps périscolaires et extra scolaires », pour les ministères chargés de l'éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.

Lot 1 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à former des professionnels de l'animation jeunesse pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes.

Lot 2 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à former puis accompagner des professionnels de l'animation jeunesse pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes.

Lot 3 : Evaluation du déploiement d'un programme expérimentant un changement de cadre et d'espace d'action valorisant la place des jeunes, majoritairement vulnérables, sur les défis de transition écologique.

Lot 4 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à renforcer l'engagement et la place des jeunes dans des espaces démocratiques pour répondre aux défis complexes de la transition écologique et promouvoir des projets dans le champ de la transition écologique.

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS	5
PRESENTATION DE L'INJEP	5
PRESENTATION DU FEJ.....	6
PRESENTATION SUCCINCTE DE L'APPEL A PROJETS - PROMOTION DE L'ACTION DES JEUNES POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE SUR LES TEMPS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES - APTRANSITION.....	6
a) Présentation des principaux enjeux relatifs à la transition écologique auprès des jeunes sur les temps périscolaires et extra-scolaires	7
b) Objectifs expérimentaux visés par l'appel à projets APTRANSITION	9
c) Projets retenus dans le cadre de l'appel à projets APTRANSITION	10
ARTICLE 1 / OBJET ET PRESENTATION DU MARCHÉ.....	10
1.1 OBJET DU MARCHÉ	10
1.2 PRESENTATION DES LOTS DU PRESENT MARCHÉ	10
ARTICLE 2 / DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ	12
ARTICLE 3 / CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....	14
➤ PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	14
➤ ALLOTISSEMENT	14
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION.....	14
DUREE DU MARCHÉ	14
DELAIS D'EXECUTION	15
ARTICLE 5 / LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 6/ OBJECTIFS DE L'EVALUATION ET METHODES ENVISAGEES	16
6.1 OBJECTIFS DE L'EVALUATION	16
6.2 Questionnement évaluatif	16
6.3 Méthodes envisagées.....	17
ARTICLE 7/ DESCRIPTION DES PHASES ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES	17
7.1 / PHASE 1 – CADRAGE DE L'ETUDE	19
7.2/ PHASE 2 – COLLECTE ET ANALYSE.....	22
7.3/ PHASE 3 – RESULTATS, RECOMMANDATIONS ET ANALYSE DU POTENTIEL D'ESSAIMAGE	25
7.4/ OPERATIONS DE RECETTE	28
ARTICLE 8 / PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	28
8.1 –Représentation des parties	28
8.2 –Obligations générales du titulaire	30
8.3 –Obligations de confidentialité	32
8.4 –Obligations de l'INJEP	32
8.5 –Suivi des prestations	32
ARTICLE 9/ CLAUSE SUR LE RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	33
ARTICLE 10/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	34
ARTICLE 11/ ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	36
ARTICLE 12/ MONTANT ET PRIX DU MARCHÉ.....	36
12.1 – Forme et contenu des prix.....	37
12.2 – Nature et révision des prix	37
ARTICLE 13/ MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	38

ARTICLE 14 / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	42
14.1 – Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats	42
Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.....	43
14.2 – Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures.....	43
ARTICLE 15/ PENALITES.....	43
15.1 – Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	43
15.2 Plafonnement des pénalités de retard	44
15.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard.....	44
15.4 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	44
15.5 – Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité	44
ARTICLE 16/ RESILIATION	45
ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE LORS DE L'EXECUTION	45
17.1 – Assurance	45
17.2 – Justificatifs sociaux.....	46
17.3 - En cas de modifications relatives au titulaire du marché.....	46
ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	47
ARTICLE 19/ REGLEMENT DES LITIGES.....	47
ARTICLE 20/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	48

Annexe 1-Présentation du Fonds d'Expérimentation pour la jeunesse

Annexe 2-Présentation de l'expérimentation sociale et des méthodes d'évaluation

Annexe 3-Cahier des charges de l'appel à projets APTRANSITION

Annexe 4-Présentation des projets retenus au titre de l'appel à projets APTRANSITION

Annexe 5-Dossiers compressés par projet

Annexe 6-Traitement des données à caractère personnel (RGPD)

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et de ses annexes :

- Les ministères chargés de l'éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative et plus spécifiquement le service à compétence nationale Institut national de la jeunesse et de l'éducation nationale, est désigné sous le terme « ministère » ou « INJEP » ou « administration » ;
- La ou les société(s) retenue(s) pour l'exécution du présent marché est ou sont désignée(s) sous le terme : « titulaire », « évaluateur » ou « équipe d'évaluation ».

CONTEXTE ET EXPOSE DES MOTIFS

Présentation de l'INJEP

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service à compétence nationale du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, créé par décret n° 2015-1771 du 24 décembre 2015.

L'INJEP est à la fois un observatoire producteur de connaissances et un centre de ressources et d'expertise sur les questions de jeunesse et les politiques qui lui sont dédiées, sur l'éducation populaire, la vie associative et le sport.

A la croisée des univers de la recherche, des statistiques publiques, des élus ou professionnels, l'INJEP est un expert de référence capable de produire des données et analyses qui bénéficient à la fois des apports de la recherche et de l'expérience de terrain. Grâce à ce positionnement spécifique, il joue un rôle de passerelle entre les différents acteurs.

Sa mission est de contribuer à améliorer la connaissance dans ces domaines par la production de statistiques et d'analyses, l'observation, l'expérimentation et l'évaluation. Son ambition est de partager cette connaissance avec tous les acteurs et éclairer la décision publique.

Regroupant près de 50 agents, l'INJEP bénéficie d'une diversité de compétences allant de la statistique publique, à la recherche, l'expérimentation et l'évaluation, en passant par les métiers de la documentation et de la communication.

Présentation du FEJ

Le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)¹, institué par l'article 25 de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, a pour objet de financer des programmes expérimentaux visant à favoriser la réussite scolaire des élèves, développer la mobilisation des jeunes au service de causes d'intérêt général, contribuer à l'égalité des chances et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Le FEJ est piloté par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).

Il fonctionne principalement par appels à projets sur des thématiques ciblées.

Depuis 2009, il a soutenu près de 900 expérimentations. Il permet d'impulser et de soutenir sur les territoires, des initiatives variées qui font l'objet d'une évaluation. Cette approche expérimentale vise à préparer les conditions d'un essaimage ou d'une généralisation ultérieure². Si déterminer les effets de différents dispositifs est central, l'objectif du FEJ vise également à observer leur mise en œuvre et notamment de dégager des bonnes pratiques mutualisables ou transférables.

En décembre 2024, le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse piloté par l'Institut de la Jeunesse et de l'Éducation populaire s'est associé avec le Commissariat général au développement durable (CGDD), Direction interministérielle relevant notamment de l'autorité du ministère en charge de la transition écologique, pour lancer un appel à projets (AAP) intitulé : « Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique, lors des temps périscolaires et extra scolaires » (*ci-après désigné par l'acronyme APTRANSITION*) qui a pour objectif d'expérimenter des dispositifs en matière d'engagement des jeunes de 6 à 18 ans, dans les différents domaines que recouvre la notion de transition écologique au sens large, pouvant aussi bien porter sur l'accompagnement et l'outillage des professionnels de jeunesse que sur la participation active et créative de la jeunesse à ces divers enjeux.

Présentation succincte de l'appel à projets³ - Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique sur les temps périscolaires et extrascolaires - APTRANSITION

L'appel à projets APTRANSITION entend renforcer l'action des jeunes dans la transition écologique durant les temps périscolaires et extrascolaires, en leur offrant les moyens d'acquérir les compétences, connaissances et réflexivité nécessaires pour s'engager et en leur permettant de participer activement à la prise de décision dans

¹ Se référer à l'annexe 1 pour une présentation du FEJ.

² Se référer à l'annexe 2 pour une présentation de l'expérimentation sociale et des méthodes d'évaluation.

³ Se référer à l'annexe 3 pour la version complète de l'appel à projets APTRANSITION.

cette démarche de transformation. Cet appel à projet s'inscrit dans une volonté de démocratisation et d'inclusion, visant particulièrement à toucher les jeunes qui sont les plus éloignés de ces préoccupations quelles qu'en soient leur raison.

a) Présentation des principaux enjeux relatifs à la transition écologique auprès des jeunes sur les temps périscolaires et extra-scolaires

La transition écologique, comme processus de transformation de fond et de long terme de notre modèle de société, vise à repenser les modes de production, de consommation et de gestion des ressources naturelles afin de répondre aux crises environnementales, notamment le changement climatique, la perte de biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles. Elle s'inscrit dans une logique de développement durable ou soutenable⁴ et requiert l'implication de tous les acteurs de la société.

Les concepts de développement durable et de transition écologique se sont construits au cours de la fin du XXe siècle. Leur importance a été renforcée par de nombreuses conférences internationales au cours desquelles les États se sont engagés à prendre des mesures pour mettre en œuvre une transition respectueuse de l'environnement et de la diversité des sociétés humaines. La transition écologique implique une diversité d'acteurs aux niveaux international, national et local.

En France, des institutions étatiques telles que le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) ou encore l'ADEME (Agence de la Transition Écologique) jouent un rôle central dans la mise en œuvre des politiques environnementales. Le CGDD, assure la coordination des stratégies nationales en matière de développement durable et veille à l'intégration des enjeux écologiques dans l'ensemble des politiques publiques. De son côté, l'ADEME accompagne et mobilise les acteurs publics, les entreprises et les citoyens dans cette transition, y compris les jeunes dans le cadre scolaire et extrascolaire. A travers les collectivités territoriales, les entreprises locales, les associations et les citoyens, le maillage local crée des dynamiques et concrétise des initiatives socio-environnementales sur le terrain.

Tous les acteurs de la société doivent donc prendre leur part pour assurer le succès de cette transition. C'est l'un des enjeux prioritaires de la feuille de route française pour atteindre les objectifs de développement durable adoptés par l'ONU qui vise notamment à « s'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable »⁵. Avoir accès aux enjeux de transition écologique permet à chacun et chacune, quel que soit son âge, d'être acteur des transformations nécessaires. Les jeunes en particulier (18-30 ans) sont 75 % en 2023 à s'inquiéter, pour eux ou leurs proches, des conséquences du réchauffement climatique et sont 41 % à placer la dégradation de l'environnement en tête de leurs

⁴ Il existe un débat sur la traduction du concept anglais « sustainable development » en "développement durable" ou "développement soutenable". Dans cet AAP, les deux termes sont employés de manière interchangeable.

⁵ Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 - Enjeux 3 : <https://www.agenda-2030.fr/feuille-de-route-de-la-france-pour-l-agenda-2030/propositions-et-engagements/article/enjeu-3-s-appuyer-sur-l-education-et-la-formation-tout-au-long-de-la-vie>

préoccupations (baromètre DJEPVA sur la Jeunesse 2023). Il existe néanmoins des degrés de sensibilité variables à ces enjeux au sein de la jeunesse (des variations selon le territoire, l'origine sociale, le niveau de diplôme, etc.) voire des polarisations fortes (adhésion de certains jeunes à des thèses climato-sceptiques, au complotisme, fake news...) qui constituent par ailleurs autant de défis à relever pour les acteurs impliqués dans les démarches de sensibilisation et d'éducation.

Il est donc nécessaire **d'impliquer la jeunesse dans la transition écologique, d'ouvrir des espaces pour développer leur esprit critique et leur capacité à agir, mais aussi être à leur écoute en partant de leurs propres expériences et savoirs.**

Pour l'Education nationale, l'Éducation au Développement Durable (EDD) est inscrite dans le Code de l'Education parmi les missions de l'Ecole. Toutes les disciplines sont amenées à contribuer à travers les programmes scolaires qui intègrent, sur l'ensemble de la scolarité des élèves, les questions relatives à la transition écologique. Le cadre de référence pour l'acquisition des compétences des élèves pour l'EDD repose sur quatre domaines : 1. S'ouvrir à la complexité des thématiques du développement durable 2. Faire preuve d'esprit critique pour appréhender les thématiques du développement durable 3. Adopter un comportement éthique et responsable vis-à-vis de l'environnement et des sociétés humaines 4. Agir individuellement et collectivement pour construire un monde durable.

Depuis la rentrée 2020, des éco-délégués sont élus dans toutes les classes de collège et de lycée et leur élection est encouragée dès le cycle 3 (CM1 CM2). La labellisation E3D, Ecole ou Etablissement en Démarche globale de Développement Durable, vise la réduction de l'impact environnemental des structures scolaires en appui sur les démarches des élèves, de l'ensemble la communauté éducative et les actions partenariales.

Les mouvements d'éducation populaire et le monde associatif ne sont cependant pas en reste. Ancrés dans des valeurs d'émancipation et de participation citoyenne, ces structures, quelles que soient leurs tailles, portent des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement des jeunes dans des projets concrets. Ces temps et espaces éducatifs non formels permettent non seulement d'aborder la transition écologique de manière active et concrète, en dehors du cadre scolaire classique en offrant un terrain propice pour expérimenter des solutions, mais aussi de renforcer leur engagement citoyen et leur donner la légitimité et le pouvoir d'agir. Cela permet aussi de toucher des jeunes plus éloignés des préoccupations écologiques, en diversifiant les approches pédagogiques, les populations et les territoires vers lesquels certaines de leurs actions sont déployées.

Dans ce cadre, **deux grands axes structurent cet appel à projet qui vise à cibler à la fois les professionnels de jeunesse et les jeunes lors des temps périscolaires et extrascolaires⁶**. D'une part, les professionnels de la jeunesse, en tant qu'éducateurs, animateurs ou encadrants, jouent un rôle clé dans la transmission des connaissances actuelles et des valeurs écologiques aux jeunes. Ce rôle nécessite une formation adaptée et actualisée, prenant en compte les multiples dimensions et la complexité de la transition écologique et permettant d'offrir aux jeunes des modalités d'action concrètes. D'autre part, la valorisation du rôle, de la place et de la parole des jeunes dans la prise de décision en leur donnant les moyens et la légitimité de s'impliquer directement dans la conception et la mise en œuvre de projets en lien avec ces enjeux. Leur accompagnement et la promotion d'espaces d'action démocratiques en constituent les enjeux.

b) Objectifs expérimentaux visés par l'appel à projets APTRANSITION

L'appel à projets APTRANSITION entend renforcer l'action des jeunes dans la transition écologique durant les temps périscolaires et extrascolaires, en leur offrant les moyens d'acquérir les compétences, connaissances et réflexivité nécessaires pour s'engager et en leur permettant de participer activement à la prise de décision dans cette démarche de transformation. Cet appel à projet s'inscrit dans une volonté de démocratisation et d'inclusion, visant particulièrement à toucher les jeunes qui sont les plus éloignés de ces préoccupations quelles qu'en soient leur raison :

- ✓ **Axe 1 :** La formation des professionnels de jeunesse des temps périscolaires et extrascolaires :
 - former les professionnels de jeunesse aux défis complexes de la transition écologique ;
 - former les professionnels de jeunesse à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes.
- ✓ **Axe 2 :** La valorisation de la place des jeunes dans la prise de décision d'un projet de transition :

⁶ Le temps périscolaire est constitué des heures qui précèdent et suivent la classe durant lesquelles un encadrement est proposé aux enfants scolarisés. Il s'agit :

- de la période d'accueil du matin avant la classe ;
- du temps méridien (de la fin de la matinée de classe au retour en classe l'après-midi comprenant le cas échéant un temps de restauration) ;
- de la période d'accueil du soir immédiatement après la classe (études surveillées, accompagnement à la scolarité, accueils de loisirs, activités culturelles ou sportives, garderie).

Le temps extrascolaire est le temps durant lequel un encadrement est proposé aux enfants :

- en soirée après le retour de l'enfant à son domicile ;
- le mercredi ou le samedi après la classe lorsqu'il y a école le matin ;
- le mercredi ou le samedi toute la journée s'il n'y a pas d'école ;
- le dimanche, les jours fériés et durant les vacances scolaires.

- accompagner les jeunes aux défis de la transition écologique ;
- promouvoir les espaces d'action démocratiques ;
- diversifier les publics ciblés.

c) Projets retenus dans le cadre de l'appel à projets APTRANSITION

Au total, 318 candidatures ont été déposées. À l'issue d'une analyse de chacun des projets et d'une présélection par des représentants de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) et du Commissariat général au développement durable (CGDD), un jury final composé de 11 experts, a retenu au total 11 projets.

Les annexes 4 et 5 du présent marché présentent les projets retenus et les dossiers de candidatures.

Ces expérimentations ciblent plusieurs profils de bénéficiaires directs : les enfants et jeunes de 6 à 18 ans ainsi que les professionnels de l'éducation et de la jeunesse intervenant dans les sphères péri et extra-scolaire. L'entourage familial et les parents constituent majoritairement les bénéficiaires indirects des actions.

ARTICLE 1 / OBJET ET PRESENTATION DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'évaluation des projets : « Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique lors des temps périscolaires et extra scolaires », pour les ministères chargés de l'éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.

1.2 Présentation des lots du présent marché

La présentation qui suit est complétée par les annexes 4 et 5 (résumés des projets par lot et dossiers compressés par projet).

Lot 1 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à **former des professionnels de l'animation jeunesse** pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes.

Le lot 1 est constitué des trois projets suivants :

- **Annexe 5a : Le projet « Ambassadeurices du climat (AAC) »** porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat – Maîtrisez votre Energie ;

- **Annexe 5b : Le projet « Agir pour la transition écologique »** porté par la Mairie Saint Médard-en-Jalles ;
- **Annexe 5c : Le projet « Transition : les jeunes prennent l'initiative »** porté par Graine Pays de la Loire.

Lot 2 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à **former puis accompagner des professionnels de l'animation jeunesse** pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes.

Le lot 2 est constitué des deux projets suivants :

- **Annexe 5d : Le projet « De la formation à l'action : accompagner les professionnels de la jeunesse pour comprendre et susciter l'engagement des jeunes en faveur de l'environnement »** porté par l'Union Régionale des Centres permanent d'initiatives pour l'environnement Auvergne-Rhône-Alpes ;
- **Annexe 5e : Le projet « Les terrains de nature et d'aventure dans les QPV, source d'Empowerment pour la transition écologique »** porté par Le Moulin Nature.

A l'issue de la sélection des équipes d'évaluation des lots 1 et 2, l'INJEP souhaite une coopération des évaluateurs de ces deux lots. Au-delà de tirer des enseignements à l'échelle de chacun des projets et à celle du lot, les évaluateurs réaliseront une analyse transversale (2 temps d'échanges sont prévus à cet effet) pour proposer des enseignements à l'échelle de l'axe 1 « La formation des professionnels de jeunesse des temps périscolaires et extrascolaires ». Trois niveaux d'analyse seront ainsi accessibles : le projet, le lot et l'axe.

Lot 3 : Evaluation du déploiement d'un programme expérimentant un **changement de cadre et d'espace d'action valorisant la place de jeunes**, majoritairement vulnérables, sur les défis de transition écologique.

Le lot 3 est constitué des trois projets suivants :

- **Annexe 5f : Le projet « 2 jours parfaits »** porté par Nos vies bas carbone ;
- **Annexe 5g : Le projet « "La botanique, ça nous branche !" »** porté par Animation et développement d'actions techniques pour une écocitoyenneté responsable ;
- **Annexe 5h : Le projet « Le programme JEDI (Jobs écologiques de découverte et d'immersion) »** porté par La Société d'Agriculture Urbaine Généreuse.

Lot 4 : Evaluation du déploiement d'un programme visant à renforcer **l'engagement et la place des jeunes dans des espaces démocratiques** pour répondre aux défis complexes de la transition écologique et promouvoir des projets dans le champ de la transition écologique.

Le lot 4 est constitué des trois projets suivants :

- **Annexe 5i : Le projet « Par et pour les habitant.es, l'écologie populaire à Trappes comme vecteur de citoyenneté et levier d'émancipation »** porté par la Mairie de Trappes ;
- **Annexe 5j : Le projet « Jeunesse écoactive »** porté par la Mairie Limoges ;
- **Annexe 5k : Le projet « Convention citoyenne jeunesse de la transition écologique de la porte du Hainaut »** porté par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut.

Ces projets sont les 11 expérimentations lauréates de l'appel à projets APTRANSITION. Pour les besoins du présent marché, les expérimentations lauréates sont réparties en 4 lots.

Chaque lot correspond à un ensemble d'expérimentations qui présentent des similitudes ou des points de convergence (public cible, objectifs, type de structure, etc.). Mettre en perspective, dans le cadre de l'évaluation, des enseignements non seulement à l'échelle des expérimentations mais également à celle de chacun des lots constitue la finalité de cet allotissement.

ARTICLE 2 / DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par l'INJEP fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe 1 portant « bordereau des prix » par lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
 - Annexe n° 1 – Présentation du FEJ
 - Annexe n° 2 – Présentation de l'expérimentation sociale et des méthodes d'évaluation
 - Annexe n° 3 – Cahier des charges de l'appel à projets « Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique sur les temps périscolaires et extrascolaires » - APTRANSITION
 - Annexe n° 4 – Présentation des projets retenus au titre de l'appel à projets « Promotion de l'action des jeunes pour la transition écologique sur les temps périscolaires et extrascolaires » - APTRANSITION
 - Annexe n° 5 – Dossiers compressés par projet (dossier de candidature, publics visés et calendrier). A noter que les calendriers des projets présentés sont

susceptibles d'évoluer pour se rapprocher d'un calendrier commun allant de septembre 2025 à septembre 2028)

- Annexe n°5a : Le projet « Ambassadeurices du climat (AAC) » porté par l'Agence Locale de l'Energie et du Climat – Maîtrisez votre Energie (Lot 1)
- Annexe n°5b : Le projet « Agir pour la transition écologique » porté par la Mairie Saint Médard-en-Jalles (Lot 1)
- Annexe n°5c : Le projet « Transition : les jeunes prennent l'initiative » porté par Graine Pays de la Loire (Lot 1)
- Annexe n°5d : Le projet « De la formation à l'action : accompagner les professionnels de la jeunesse pour comprendre et susciter l'engagement des jeunes en faveur de l'environnement » porté par l'Union Régionale des Centres permanent d'initiatives pour l'environnement Auvergne-Rhône-Alpes (Lot 2)
- Annexe n°5e : Le projet « Les terrains de nature et d'aventure dans les QPV, source d'Empowerment pour la transition écologique » porté par Le Moulin Nature (Lot 2)
- Annexe n°5f : Le projet « 2 jours parfaits » porté par Nos vies bas carbone (Lot 3)
- Annexe n°5g : Le projet « "La botanique, ça nous branche !" » porté par Animation et développement d'actions techniques pour une écocitoyenneté responsable (Lot 3)
- Annexe n°5h : Le projet « Le programme JEDI (Jobs écologiques de découverte et d'immersion) » porté par La Société d'Agriculture Urbaine Généreuse (Lot 3)
- Annexe n°5i : Le projet « Par et pour les habitant.es, l'écologie populaire à Trappes comme vecteur de citoyenneté et levier d'émancipation » porté par la Mairie de Trappes (Lot 4)
- Annexe n°5j : Le projet « Jeunesse écoactive » porté par la Mairie Limoges (Lot 4)
- Annexe n°5k : Le projet « Convention citoyenne jeunesse de la transition écologique de la porte du Hainaut » porté par la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (Lot 4)
- Annexe N° 6 – Traitement des données à caractère personnel (Clause RGPD)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes, dont le cadre de réponse par lot : répartition des prix par poste, renseignée à partir du bordereau des prix.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 / CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

➤ Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

➤ Allotissement

En application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, la consultation se répartit en 4 lots tels que décrits à l'article 1^{er} et complétés en annexe. Chaque lot constitue un marché.

➤ Forme du marché

Lots 1, 2, 3 et 4 : Les marchés prennent la forme de marchés simples

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée ferme de quarante-deux (42) mois.

Il se décompose en trois phases :

CALENDRIER PREVISIONNEL :

- **PHASE 1 - Cadrage de l'étude**

Du 1 décembre 2025 au 31 janvier 2026

- **PHASE 2 – Collecte et analyse**

Du 1^{er} février 2026 au 28 février 2028

- **PHASE 3 – Résultats, recommandations et analyse du potentiel d'essaimage**

Du 1^{er} mars 2028 au 30 novembre 2028

DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont définis en jours ouvrés, soit du lundi au vendredi (de 9h00 à 18h00) sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 5 / LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées en France Hexagonale.

Les lieux d'exécutions des 3 projets intégrés au **Lot 1** (évaluation du déploiement d'un programme visant à former des professionnels de l'animation jeunesse pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes) sont situés **en Île-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et en Pays de La Loire**.

S'agissant des 2 projets intégrés au **Lot 2** (évaluation du déploiement d'un programme visant à former puis accompagner des professionnels de l'animation jeunesse pour répondre aux défis complexes de la transition écologique, à la transmission des savoirs et à l'engagement des jeunes), les lieux d'exécution sont situés, **en Auvergne-Rhône-Alpes et en Grand Est**.

Pour ce qui concerne les 3 projets intégrés au **Lot 3** (évaluation du déploiement d'un programme expérimentant un changement de cadre et d'espace d'action valorisant la place de jeunes, majoritairement vulnérables, sur les défis de transition écologique), les lieux d'exécution sont situés en **Centre-Val de Loire, en Auvergne-Rhône-Alpes et en France Hexagonale** pour le projet porté par La Société d'Agriculture Urbaine Généreuse.

Enfin, les 3 projets intégrés au **Lot 4** (évaluation du déploiement d'un programme visant à renforcer l'engagement et la place des jeunes dans des espaces démocratiques pour répondre aux défis complexes de la transition écologique et promouvoir des projets dans le champ de la transition écologique) sont situés **en Île-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et en Hauts-de-France**.

En outre, il est précisé que les réunions en présentiel ainsi que les restitutions auront lieu à Paris ou en Ile-de-France, à l'adresse de l'INJEP.

Enfin, compte tenu du caractère personnel des données gérées pour les besoins du marché, les prestations et l'hébergement des données doivent être réalisés sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen.

ARTICLE 6/ OBJECTIFS DE L'EVALUATION ET METHODES ENVISAGEES

6.1 Objectifs de l'évaluation

L'évaluation des projets lauréats concernés par le présent marché s'articule autour des objectifs suivants.

- **Objectif 1** : rendre compte et analyser les conditions de mise en œuvre de chacun des projets, en identifiant les leviers et les freins rencontrés à l'échelle de chacun des projets ;
- **Objectif 2** : analyser l'efficacité des dispositifs mis en œuvre et tirer des enseignements à l'échelle de chacun des projets, à celui de chaque lot et à celui de l'axe 1 (seulement lot 1 et lot 2 concernés) ;
- **Objectif 3** : proposer des recommandations stratégiques et opérationnelles à l'échelle de chacun des projets et à celui de chaque lot ;
- **Objectif 4** : analyser les conditions de pérennisation des projets et leur éventuel potentiel d'essaimage.

6.2 Questionnement évaluatif

Au regard des objectifs de l'évaluation énoncés ci-dessus (cf.6.1), il est attendu du titulaire un référentiel d'évaluation précis, en termes de questionnements et d'hypothèses, de méthodologie et d'outils à déployer.

Pour certains lots et sous réserves des méthodes envisagées, il pourra être opportun de distinguer un questionnement évaluatif commun à l'ensemble des projets (*mise en œuvre du projet, pilotage/gouvernance, effets du projet, dynamiques partenariales, etc.*). La mobilisation de la *Théorie du Changement* pourra être bienvenue.

Celui-ci sera à compléter par un questionnement spécifique pour chacun des lots.

De manière non exhaustive, les éléments suivants précisent en partie, les attendus relatifs aux questionnements. Ils seront à compléter par le/les titulaires du marché.

ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS (*non exhaustifs*)

Les évaluations s'attachent notamment à interroger les enjeux suivants :

- Les stratégies déployées par les porteurs de projet pour s'emparer de la thématique de la transition écologique selon leurs caractéristiques (contexte social, compétence, niveau de maturité sur la thématique...) ;
- La pertinence des modalités de ciblage des publics ;
- La typologie des actions et leur planification ;
- Les effets du dispositif sur les bénéficiaires (ex : montée en compétence des professionnels de la jeunesse, la valorisation des projets de jeunes...etc) ;
- Les stratégies mises en œuvre par l'organisation et le déploiement d'un projet à différents niveaux d'échelle (enjeux liés au pilotage, à la coordination, à la planification du projet, au partenariat, etc.) ;
- L'articulation du projet avec les autres politiques publiques ;
- Les conditions de réussite et les limites observées ;

ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS (*non exhaustifs*)

- L'essaimage du projet et des actions.

Les enseignements de l'évaluation sont portés sur chaque projet, et à l'échelle du lot, par une mise en perspective et à l'échelle de l'axe (pour le lot 1 et le lot 2).

6.3 Méthodes envisagées

Le choix de la méthode permettant de répondre au mieux au questionnement évaluatif

Au regard des objectifs évaluatifs du présent marché, il sera opportun de procéder à des méthodes d'évaluation mixtes (quantitative et qualitative).

Le titulaire de chaque lot applique la stratégie d'évaluation en termes de questionnement évaluatif, de critères/indicateurs de suivi et d'outils à mobiliser qu'il a proposé dans son offre (essai randomisé, plan quasi-expérimental, études de cas, entretiens semi-directifs, focus groupes, etc.).

En fonction de ce qui semble le plus pertinent, le titulaire peut proposer une méthode commune aux projets évalués ou des méthodes différenciées. Toutefois, il est attendu une évaluation indépendante de chaque projet plus une analyse transversale par lot.

Quelle que soit la méthode choisie, il est attendu du titulaire des déplacements *a minima* une fois par an et par projet sur le terrain, pour mettre en place et suivre l'évaluation ainsi que pour mener son travail de recueil de données (questionnaires, observations, entretiens, etc.)

ARTICLE 7/ DESCRIPTION DES PHASES ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES

Les contenus de chacune des phases sont indiqués à titre indicatif.

Le titulaire doit affiner les objectifs ainsi que les questionnements relatifs à chacune des phases en fonction des projets à évaluer et des méthodes proposées.

La nature de chacune des phases peut être adaptée (en concertation avec l'INJEP et après sa validation) en revanche, les délais de remise des rapports (rapport de cadrage, rapports intermédiaires et rapport final et note de synthèse) et d'organisation de la réunion de lancement, des comités de suivi, des comités de pilotage et du comité de restitution ne peuvent pas être modifiés.

Pour chaque lot, la définition d'un calendrier ajusté par le titulaire en fonction du démarrage des projets et de leur avancement est demandée en phase de cadrage.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG-PI, le ministère dispose des délais prévus aux tableaux récapitulatifs de chaque phase pour procéder à l'admission, à l'ajournement ou au rejet des prestations décrites.

En cas de décalage du calendrier (retard par rapport à la date prévisionnelle de notification par exemple), les dates d'échéances et de remise de livrables suivantes seront décalées d'autant de jours.

Prestations	Date (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)
PHASE 1 - Cadrage de l'étude	
Réunion de lancement	Décembre 2025
Rapport de cadrage	Janvier 2026
Réunion du comité de suivi n°1	Février 2026
PHASE 2 - Collecte et analyse	
Rapport intermédiaire n°1	Septembre 2026
Réunion du comité de suivi n°2	Octobre 2026
Rapport intermédiaire n°2	Mars 2027
Réunion du comité de suivi n°3	Avril 2027
Rapport intermédiaire n°3	Septembre 2027
Réunion du comité de suivi n°4	Octobre 2027
Réunion n°1 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2 pour une analyse transversale de l'axe 1	Octobre 2027
Comités de pilotage (organisés par les porteurs de projet)	1 fois/an Dates définies par les porteurs de projets et les parties prenantes.
PHASE 3 – Résultats, recommandations et analyse du potentiel d'essaimage	
Rapport intermédiaire n°4	Mars 2028
Réunion du comité de suivi n°5	Avril 2028
Réunion n°2 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2 pour une analyse transversale de l'axe 1	Mai 2028

Prestations	Date (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)
Plan détaillé du rapport final et pistes de recommandations	Septembre 2028
Réunion du comité de suivi n°6	Octobre 2028
Rapport final et note de synthèse	Décembre 2028
Comités de pilotage (organisés par les porteurs de projet)	1 fois/an Dates définies par les porteurs de projets et les parties prenantes.
Comité de restitution conviant l'ensemble des participants	1 ^{er} semestre 2029 (Dates définies par les porteurs de projets et les parties prenantes.)

7.1 / PHASE 1 – Cadrage de l'étude

Du 1 décembre 2025 au 28 février 2026

- **Réunion de lancement et phase d'échanges avec l'INJEP**

Après notification du marché, une réunion de lancement entre le titulaire et l'INJEP aura lieu en **décembre 2025** (en présentiel ou en distanciel, en fonction de ce qui aura été décidé par l'INJEP). Durant celle-ci, les objectifs de l'évaluation sont présentés. Cette réunion vise à échanger sur les objectifs et le déroulement de l'évaluation, la méthode, les outils et le calendrier de l'étude. Elle vise également à évoquer les données disponibles et les modalités d'accès au terrain. Le titulaire s'engage à réaliser un compte-rendu de toutes les réunions réalisées avec l'INJEP sous 10 jours ouvrés. Il est à noter que les expérimentations auront débuté 3 mois auparavant (sept. 2025) et pour une durée de 3 ans.

La méthode peut, le cas échéant, être amendée ou ajustée à la suite des échanges avec l'INJEP et avec les porteurs. Une nouvelle proposition sera alors présentée à l'INJEP.

Phase d'échanges avec le porteur

Après ce premier temps de travail avec l'INJEP, le titulaire échange avec les porteurs de projets retenus pour chacun des lots. Ils s'accordent plus finement sur les objectifs et le déroulement de l'évaluation pour chacun des projets.

Le titulaire fait part à l'INJEP de toute difficulté dans l'articulation des démarches d'évaluation pour qu'une solution soit envisagée en concertation.

1^{er} comité de suivi après rendu du rapport de cadrage

Entre la réunion de lancement et les premiers travaux du titulaire, un premier comité de suivi est organisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (tous les comités de suivi pourront avoir lieu en présence ou à distance en fonction de ce qui aura été décidé par l'INJEP).

Durant cette réunion, le titulaire présente l'organisation du recueil de données sur les territoires et son rapport de cadrage remis en **janvier 2026**.

A la suite de cette réunion, des échanges courts et à distance (appels téléphoniques, visioconférences, mails, etc.) concernant l'ajustement du projet d'évaluation pourront être organisés entre le titulaire et l'INJEP afin de préparer au mieux les travaux.

a) Prestations attendues au titre de la phase 1

- Préparation et compte-rendu de la réunion de lancement ;
- Organisation de la réunion de lancement avec l'INJEP en **décembre 2025** ;
- Temps d'échanges avec chacun des porteurs de projets pour présenter et adapter la démarche et la méthodologie d'évaluation avec chacun d'entre eux et retours synthétiques à l'INJEP ;
- Rédaction d'un rapport de cadrage par lot évalué (permettant également d'apprécier le cadrage de chaque projet composant ce lot) à remettre en **janvier 2026** ;
- Participation au comité de suivi n°1 en **février 2026** et présentation orale du rapport de cadrage ;
- Préparation et compte-rendu du premier comité de suivi.

b) Livrables attendus au titre de la phase 1

Au titre de la phase 1, le titulaire s'engage à remettre à l'INJEP, le compte rendu de la réunion de lancement **en novembre 2025** ainsi **qu'un rapport de cadrage par lot** (permettant également d'apprécier le cadrage de chaque projet composant ce lot) **en janvier 2026** et une proposition réajustée si nécessaire ;

- Le rapport de cadrage par lot (intégrant des parties détaillées et spécifiques pour chaque projet) comprend :

- Un protocole d'évaluation détaillé, les questions évaluatives et les méthodes utilisées pour y répondre ; les modes de collecte des données, la nature et la taille des échantillons ;
- Une présentation du contexte territorial et de l'état d'avancement du projet ;
- Une analyse de la littérature scientifique dans les domaines concernés, permettant ainsi d'éclairer les enjeux des projets sélectionnés et de leur évaluation ainsi qu'une bibliographie des références utilisées ;
- Le calendrier de déploiement de l'évaluation sur chaque projet évalué ;
- La méthodologie (expérimentale, quasi-expérimentale, etc.)
- Les trames des outils de recueil de données (tests, questionnaires, grilles d'observations, guides d'entretiens, etc.).
- Les éventuels freins identifiés et les stratégies pour les dépasser.

Le support de présentation et le compte-rendu du comité de suivi n°1 sont remis à l'INJEP en **février 2026**.

PHASE 1	Cadrage de l'étude			
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)	Délai max. d'observation ministère	Délai max. de correction titulaire
Réunion de lancement	Compte-rendu	Décembre 2025	1 semaine	1 semaine
Echanges avec les porteurs	Rapport de cadrage par projet et par lot évalué	Janvier 2026	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n°1	Support de présentation et compte-rendu	Février 2026	2 semaines	1 semaine

Il s'agit de délais en jours ouvrés

7.2/ PHASE 2 – Collecte et analyse

Du 1^{er} février 2026 au 28 février 2028

Lors de la deuxième phase, le titulaire analyse principalement la mise en œuvre du projet, son adéquation aux besoins ainsi que son éventuelle plus-value par rapport à l'existant. Il rend compte de premiers résultats portant sur les effets directs et indirects du dispositif.

A raison d'un rapport tous les 6 mois, trois rapports intermédiaires (**septembre 2026, mars 2027 et septembre 2027**) durant cette phase sont destinés à caractériser le projet et à dresser un premier bilan de l'évaluation.

Les deux premiers rapports intermédiaires témoignent de l'avancée de l'évaluation et des premiers résultats, le troisième rapport est plus détaillé et reprend l'ensemble des éléments d'analyse. Chaque rapport participe, par le biais des nouveaux éléments qu'il intègre dans son contenu, au rapport final.

Comités de suivi et comités de pilotage

- Après chaque remise des rapports intermédiaires n°1, 2 et 3 ont lieu des réunions du comité de suivi (Cf. chapitre ci-dessous) ;
- Les évaluateurs participent également aux comités de pilotage organisés annuellement par les porteurs de projet.

- **Prestations attendues au titre de la phase 2**

Le titulaire se rend sur le terrain *a minima* une fois par an pour chaque projet lors de cette phase pour interroger l'ensemble des acteurs concernés : les porteurs de projets, les partenaires et les bénéficiaires. En complément, plusieurs prestations sont attendues :

- ✓ **Rédaction des rapports intermédiaires en septembre 2026, en mars 2027 puis en septembre 2027 ;**
- ✓ Participation au **comité de suivi n°2 - octobre 2026** : Le titulaire présente le rapport intermédiaire n°1. L'analyse du rapport intermédiaire par la DJEPVA-INJEP-MEEPP (Mission expérimentation et évaluation des politiques publiques) pourra donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements de protocole d'évaluation, si besoin ;

- ✓ Participation au **comité de suivi n°3 - avril 2027** : Le titulaire présente le rapport intermédiaire n°2. L'analyse du rapport intermédiaire par la DJEPVA-INJEP-MEEPP pourra donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements de protocole d'évaluation, si besoin ;
- ✓ Participation au **comité de suivi n°4 – octobre 2027** Le titulaire présente le rapport intermédiaire n°3. L'analyse du rapport intermédiaire par la DJEPVA-INJEP-MEEPP pourra donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements de protocole d'évaluation, si besoin ;
- ✓ Réunion n°1 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2 pour élaborer un questionnaire commun quant à l'analyse transversale de l'axe 1 - **octobre 2027** ;
- ✓ **Participation au comité de pilotage de l'expérimentation organisé par chaque porteur de projet (date à définir avec les porteurs de projet et les parties prenantes).**

- **Livrables attendus au titre de la phase 2**

Au titre de la phase 2, **en septembre 2026 puis en mars 2027**, le prestataire s'engage à remettre à l'INJEP **un premier puis un deuxième rapport intermédiaire** relatifs aux projets évalués, dont les objets ont été définis plus haut.

L'évaluateur rédigera un rapport comprenant des parties dédiées à chacun des projets évalués et pourra initier la rédaction d'une dernière partie intégrant les enseignements à l'échelle du lot.

En **septembre 2027**, le prestataire s'engage à remettre à l'INJEP **un troisième rapport intermédiaire** relatif aux projets qu'il évalue (de la même manière, il est demandé à l'évaluateur de rédiger un rapport par lot évalué avec des parties dédiées à chacun des projets évalués).

L'évaluateur prépare et rédige un support de présentation pour la tenue des comités de suivi et du comité de pilotage et un compte-rendu à la suite de la tenue des comités de suivi auquel il participe.

PHASE 2	Collecte et analyse			
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond	Délai max. d'observation ministère	Délai max. de correction titulaire

		au dernier jour de chaque mois)		
Rédaction du 1 ^{er} rapport intermédiaire	1er rapport intermédiaire	Septembre 2026	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 2	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°2	Octobre 2026	2 semaines	2 semaines
Rédaction du 2 ^{ème} rapport intermédiaire	2 ^{ème} rapport intermédiaire	Mars 2027	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 3	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°3	Avril 2027	2 semaines	2 semaines
Rédaction du 3 ^{ème} rapport intermédiaire	3 ^{ème} rapport intermédiaire	Septembre 2027	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 4	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°4	Octobre 2027	2 semaines	2 semaines
Réunion n°1 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2	Elaboration d' un questionnement commun quant à l'analyse transversale de l'axe 1 avec compte rendu de réunion	Octobre 2027	1 semaine	1 semaine
Comités de pilotage de l'expérimentation (Organisés par les porteurs de projet)	Support de présentation	1 fois par an Dates définies par les porteurs de projets et les parties prenantes.	2 semaines	2 semaines

Il s'agit de délais en jours ouvrés

7.3/ PHASE 3 – Résultats, recommandations et analyse du potentiel d'essaimage

Du 1^{er} mars 2028 au 30 novembre 2028

Cette phase permet d'approfondir l'analyse, de déterminer des recommandations et d'analyser le potentiel d'essaimage des projets.

A la fin de cette phase, l'INJEP organise **un comité de restitution** conviant l'ensemble des participants. Les porteurs de projets et les évaluateurs d'un même territoire sont conviés lors d'un événement numérique pour présenter les résultats de l'expérimentation à laquelle ils ont pris part.

- **Prestations attendues au titre de la phase 3**

Au titre de la phase 3, le titulaire se rend sur le terrain *a minima* une fois par an et par projet pour chacun des projets évalués de manière à interroger les professionnels et les bénéficiaires

- ✓ Rédaction du **rapport intermédiaire n°4 en Mars 2028** ;
- ✓ Participation au **comité de suivi n°5 – Avril 2028** : Le titulaire présente son rapport. L'analyse du rapport intermédiaire par la DJEPVA-INJEP-MEEPP peut donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements si besoin ;
- ✓ Réunion n°2 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2 pour l'analyse transversale de l'axe 1 - mai 2028 ;
- ✓ Rédaction du **plan détaillé du rapport final et des pistes de recommandations – Septembre 2028**
- ✓ Participation au **comité de suivi n°6 – Octobre 2028** : Le titulaire présente le plan détaillé du rapport final et les pistes de recommandations. L'analyse du plan détaillé du rapport final par la DJEPVA-INJEP-MEEPP peut donner lieu à des demandes de précision et de complément, voire à des ajustements si besoin ;
- ✓ Rédaction **du rapport final et de la note de synthèse en Décembre 2028** : Ce rapport final comprendra une partie consacrée aux résultats, recommandations et analyse du potentiel d'essaimage « détachable » par projet, une partie dédiée aux résultats et recommandations transversales du lot et une partie consacrée à l'analyse croisée des résultats et recommandations de l'axe 1 (seulement les lot 1 et lot 2 concernés). La note de synthèse qui comprendra 10 à 20 pages maximum reprendra les grands enseignements du rapport final.

La réception du rapport final est soumise à la validation de la DJEPVA-INJEP-MEEPP. L'analyse du rapport final par la DJEPVA-INJEP-MEEPP peut donner lieu à des demandes de précision et de complément si besoin ;

- ✓ **Participation au comité de restitution au premier semestre 2029 ;**
- ✓ **Participation aux comités de pilotage de l'expérimentation organisé par chaque porteur de projet (Date à définir avec les porteurs et les parties prenantes).**
- **Comités de suivi, comités de restitution et comités de pilotage organisés par les porteurs de projets**

Après la remise du rapport intermédiaire n°4 et la remise du plan détaillé du rapport final et des pistes de recommandations ont lieu des réunions du comité de suivi. Les évaluateurs sont également conviés à un comité de restitution conviant l'ensemble des participants sur un territoire permettant de présenter les résultats de l'expérimentation à laquelle ils ont pris part. Enfin, ils participent aux comités de pilotage de l'expérimentation organisés annuellement par les porteurs de projet.

- **Livrables attendus au titre de la phase 3**

Au titre de la phase 3, **en mars 2028**, le titulaire remet à l'INJEP un quatrième rapport intermédiaire relatif aux projets évalués. Il est demandé à l'évaluateur de rédiger un rapport par projet évalué. Néanmoins, en cas d'évaluation de plusieurs projets comparables, il peut être proposé une analyse comparative des différents projets évalués au sein d'un seul rapport.

En **septembre 2028**, le titulaire remet à l'INJEP le plan détaillé du rapport final et les pistes de recommandations relatives aux projets qu'il évalue.

En **décembre 2028**, le titulaire remet à l'INJEP le rapport final et la synthèse relatifs aux projets qu'il évalue.

L'évaluateur prépare et rédige un support de présentation pour la tenue des comités de suivi et des comités de pilotage et rédige le compte-rendu de chaque comité de suivi auquel il a participé.

PHASE 3		Résultats, recommandations et analyse du potentiel d'essaimage		
PRESTATIONS	LIVRABLES	DELAI / ECHEANCE (date butoir correspond au dernier jour de chaque mois)	Délai d'observat ion ministère	Délai de correction titulaire
Rédaction du 4 ^e rapport intermédiaire	Rapport intermédiaire n° 4	Mars 2028	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 5	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°5	Avril 2028	2 semaines	2 semaines
Réunion n°2 entre les évaluateurs des lot 1 et lot 2	Analyse transversale de l'axe 1 avec compte rendu de réunion	Mai 2028	1 semaine	1 semaine
Rédaction du plan détaillé du rapport final et des pistes de recommandations	Plan détaillé du rapport final et pistes de recommandations	Septembre 2028	1 mois	2 semaines
Comité de suivi n° 6	Support de présentation et compte-rendu du comité de suivi n°6	Novembre 2028	2 semaines	2 semaines
Rédaction du rapport final et de la note de synthèse	Rapport final et note de synthèse	Décembre 2028	1 mois	2 semaines
Comité de restitution	Support de présentation	Au plus tard en Juin 2029	2 semaines	2 semaines
Comité de pilotage	Support de présentation	1 fois par an Dates définies par les porteurs de projets et les parties prenantes.	2 semaines	2 semaines

Il s'agit de délais en jours ouvrés

7.4/ Opérations de recette

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés.

Le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « DELAI/ ECHEANCE ».

En cas de décalage du calendrier (retard par rapport à la date prévisionnelle de notification par exemple), les dates d'échéances et de remise de livrables suivantes seront décalées d'autant de jours.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la livraison, le ministère dispose du délai indiqué dans la colonne « **Délai d'observation ministère** » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction.

A compter de la réception des observations, le titulaire dispose du délai indiqué dans la colonne « **Délai de correction titulaire** » pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les livrables et les transmettre de nouveau au ministère.

Après analyse de ces corrections, le ministère peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « **Délai de correction titulaire** » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère. Le ministère applique les pénalités à compter de la décision d'ajournement et jusqu'à remise du livrable corrigé ;
- Soit de résilier le marché, conformément à l'article 16 du CCP.

Le ministère établit un procès-verbal de recette définitive lorsque l'ensemble des prestations commandées est approuvé.

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique. Le présent CCP déroge ainsi à l'article 30 du CCAG/PI.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 15.1 du CCP.

ARTICLE 8 / PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 –Représentation des parties

Les interlocuteurs de l'INJEP sont précisés au titulaire lors de la réunion de lancement.

L'INJEP informe le titulaire de tout changement d'interlocuteur dans le suivi du marché.

Le titulaire informe l'INJEP de ses interlocuteurs dédiés dans son offre, et l'informe de tout changement.

Les parties s'engagent à faciliter les réunions de travail nécessaires au niveau de représentation opportun.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

- Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux

profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-PI.

- Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 15.1 du présent document.

8.2 – Obligations générales du titulaire

Les prestations objet du présent marché sont assorties d'une obligation de résultat. Le titulaire s'engage ainsi à respecter les délais et à exécuter les prestations avec diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché, à y consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure

en toutes circonstances placées sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- Demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Fournir des livrables complets et respecter les délais d'exécution demandés ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

8.3 –Obligations de confidentialité

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5 du CCAG-PI s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel.

Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 15 ci-dessous.

L'annexe 6 RGPD peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 3.3 p).

8.4 –Obligations de l'INJEP

L'INJEP s'engage à communiquer tout document ou information nécessaire à sa disposition qui serait utile au titulaire dans le cadre des prestations.

8.5 –Suivi des prestations

Le titulaire met en place un comité de suivi, composé :

- De représentants du titulaire ;
- De toute personne participant, au sein de l'INJEP, à l'évaluation des projets concernés.

Les réunions du comité de suivi consistent en la présentation par le titulaire de l'avancement des travaux, et l'animation par ce dernier d'une séquence de restitution. Le titulaire assure le secrétariat des réunions du comité de suivi et propose, notamment, des comptes rendus de ces réunions.

- Comités de pilotage

Le Comité de Pilotage (COPIL) constitue un élément central de la gestion du projet. En tant qu'organe décisionnel, le COPIL joue un rôle déterminant dans l'orientation stratégique du dispositif. Il réunit les parties prenantes du projet, incluant des représentants des partenaires opérationnels et financiers internes et externes. Il est destiné à garantir le bon déroulement d'un projet : mise en œuvre des objectifs, la réalisation des actions, le respect du calendrier et budget prévisionnel.

Les porteurs de projets ont l'obligation d'organiser un comité de pilotage une fois par an. Le titulaire participe à chacun des comités de pilotage et rédige un support de présentation, ainsi que le compte-rendu.

La réalisation des prestations objet du présent marché peut nécessiter, outre la réunion de lancement et les réunions du comité de suivi et de pilotage, des réunions de travail entre le titulaire et l'INJEP.

Les parties s'engagent à faciliter ces réunions de travail, au niveau de représentation opportun.

ARTICLE 9/ CLAUSE SUR LE RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Le présent marché confie au titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique au ministère les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique au ministère chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis au ministère en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également le nom et les coordonnées du service référent du ministère.

Il informe sans délai le ministère des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le ministère peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le ministère le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le ministère se réserve le droit :

- de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- d'appliquer au titulaire, une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour jusqu'à cessation du manquement puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 10/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution des prestations d'évaluation des projets visant à promouvoir l'action des jeunes pour la transition écologique, le titulaire du marché s'engage à adopter une démarche écoresponsable, à minimiser l'impact environnemental de ses activités et à démontrer son engagement en faveur du développement durable. Cette clause s'aligne sur les priorités des ministères chargés

de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, ainsi que sur les exigences du Code de la commande publique.

1. Preuve de l'engagement écoresponsable

Le titulaire doit fournir, dans son offre, des éléments concrets démontrant son engagement en faveur du développement durable, notamment :

- Le cas échéant, un bilan carbone récent (moins de 2 ans) de l'entreprise ou, à défaut, une estimation de l'empreinte carbone des prestations spécifiques au marché, accompagnée d'un plan d'action pour sa réduction.
- Un plan de mobilité durable précisant les mesures pour limiter les émissions liées aux déplacements (ex. : pourcentage de trajets en transports en commun ou en covoiturage, utilisation de véhicules à faible émission).
- Une certification environnementale (ISO 14001, EMAS ou équivalent) ou, à défaut, une description détaillée de sa politique environnementale.
- Un engagement formel à privilégier la dématérialisation des documents (rapports, échanges, livrables) pour réduire la consommation de papier.

2. Minimisation de l'impact environnemental des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un impact environnemental minimal tout en respectant les exigences de qualité, de délais et de performance des prestations. À cet effet, il devra :

- Dématérialisation des échanges : Privilégier les échanges par voie numérique (visioconférences, audioconférences, courriels) pour limiter les déplacements et les impressions. Les comptes-rendus et livrables seront fournis en format numérique par défaut, sauf demande expresse du ministère.
- Gestion responsable des impressions : En cas d'impression indispensable (courriers, rapports), utiliser exclusivement :
 - o Du papier recyclé multifonction, 100 % issu de fibres récupérées, sans blanchiment au chlore, avec une blancheur minimale de 145 CIE et portant un label environnemental (Écolabel européen, Ange Bleu ou équivalent).
 - o Des enveloppes en papier recyclé avec des caractéristiques similaires.
 - o Des encres végétales ou à faible impact environnemental.
- Optimisation des déplacements :
 - o Favoriser les transports en commun, notamment le train, pour au moins 80 % des trajets longue distance, sauf justification exceptionnelle.
 - o Limiter les déplacements en avion aux cas strictement justifiés, avec un rapport annuel précisant leur nombre et leur impact carbone.

- o Encourager le covoiturage, le vélo ou les déplacements à pied pour les trajets courts.

3. Politique numérique écoresponsable

Le titulaire doit intégrer une approche numérique durable dans la réalisation des prestations, incluant :

- L'utilisation d'outils numériques à faible consommation énergétique (serveurs alimentés par des énergies renouvelables, logiciels optimisés).
- Une gestion raisonnée des données : tri régulier des données obsolètes, réduction de la taille des fichiers (compression, formats légers comme PDF basse résolution pour les envois), limitation des pièces jointes volumineuses dans les courriels.
- L'utilisation de moteurs de recherche et d'outils numériques à faible impact environnemental (ex. : moteurs écoresponsables, hébergement vert).
- Un rapport synthétique, fourni en fin de marché, détaillant les mesures prises pour réduire l'empreinte numérique (ex. : volume de données stockées, énergie estimée pour les serveurs).

ARTICLE 11/ ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le ministère se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations à l'issue de chaque étape définie à l'article 7 du présent CCP.

Dans ce cas, le ministère notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les éléments de prestations validées par un procès-verbal de recette sont alors rémunérés sans abattement.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG/PI, le titulaire a droit au versement d'une indemnité, fixée à 5 % des prestations non validées par un procès-verbal de recette.

ARTICLE 12/ MONTANT ET PRIX DU MARCHÉ

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Toutes les sommes sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

12.1 – Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature prévue à l'article 14 du présent CCP ;
- tous les frais de support de la prestation et de comitologie (réunion de lancement, réunions du comité de suivi, réunions du comité de pilotage) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

Les prix sont forfaitaires et figurent dans le bordereau de prix (annexe n° 1 à l'acte d'engagement).

12.2 – Nature et révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché.

- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Le mois de réception des offres est appelé « mois zéro ».

- Modalités de révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante »

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P₀ = le prix initial ;

- Syntec révisé= la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision ;
- Syntec révisé 0= la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Pendant le préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 13/ MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le titulaire établit une facture après service fait, selon les modalités définies ci-après :

*** Phase 1 : Règlement du montant de la phase**

- 90 % après la validation du rapport de cadrage ;
- 10 % après réalisation de l'ensemble des prestations de la phase 1 et validation de l'ensemble des livrables de la phase 1 (paiement au rendu du CR de la dernière réunion).

*** Phase 2 : Règlement du montant de la phase**

- 30% après la validation du rapport intermédiaire n° 1 ;
- 30% après la validation du rapport intermédiaire n° 2 ;
- 30 % après la validation du rapport intermédiaire n° 3 ;

- 10 % après réalisation de l'ensemble des prestations de la phase 2 et validation de l'ensemble des livrables de la phase 2 (paiement au rendu du CR de la dernière réunion).

Phase 3 : Règlement du montant de la phase

- 30 % après la validation du rapport intermédiaire n° 4 ;
- 20 % après la validation du plan détaillé du rapport final et des pistes de recommandations ;
- 40 % après la validation du rapport final et note de synthèse ;
- 10 % après réalisation de l'ensemble des prestations de la phase 3 et validation de l'ensemble des livrables de la phase 3 (paiement au rendu du CR de la dernière réunion).

La validation conformément aux dispositions de l'article 7 donne lieu à un règlement du prix indiqué dans le bordereau des prix (BP).

Le ministère se libère des sommes dues en exécution des prestations, en faisant porter les montants dus par virement direct, au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Dans le cadre de ce marché, le financement étant assuré par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse, la facturation n'intervient pas par le biais de Chorus pro.

Par conséquent, les factures sont à adresser au Fonds Expérimentation de la Jeunesse sous format numérique aux adresses de messagerie suivantes :

fonds-jeunes@jeunesse-sports.gouv.fr
katielle.malassingne@jeunesse-sports.gouv.fr

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément l'INJEP par courrier postal ou courrier électronique.

Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture du par le FEJ ou l'organisme financier selon le cas.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Avance

Les dispositions relatives à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché

qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Acomptes, nantissement

Les dispositions du code de la commande publique relatif aux acomptes et nantissements de créances s'appliquent.

Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique aux adresses suivantes : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, fonds-jeunes@jeunesse-sports.gouv.fr et katielle.malassingne@jeunesse-sports.gouv.fr une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- D'un SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 14 / DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1 – Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférentes aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique, Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeurent propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

14.2 – Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

En complément de l'article 34 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer le ministère, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour la réalisation de l'objet du marché et du régime des droits y afférent. Le cas échéant, les droits afférents aux connaissances antérieures standards non listés dans l'offre sont concédés dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 15/ PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

15.1 – Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités sont calculées sur le fondement des calendriers contractuels des prestations et de remise des livrables, établis dans les conditions définies à l'article 7 du présent CCP.

Pénalités pour sanctionner le retard dans la transmission des livrables :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le

droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

50 euros par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 7 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

L'article 15.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI sur la formule de calcul de la pénalité de retard.

15.2 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 25 % de la valeur de la phase exécutée.

15.3 Seuil d'exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités sont dues quel qu'en soit le montant.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

15.4 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

15.5 – Pénalités pour non-respect de la clause de laïcité et de neutralité

Le titulaire encourt dans le cadre de l'application de la clause de laïcité et de neutralité prévue à l'article 9 du présent CCP une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 16/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 36 et suivants du CCAG/PI.

En dehors des cas prévus à l'article 39 du CCAG/PI et par dérogation, en cas d'inexécution partielle ou totale des prestations ou de défaut de qualité caractérisé, le marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE LORS DE L'EXECUTION

17.1 – Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.2 – Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 16 du présent CCP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3 - En cas de modifications relatives au titulaire du marché

17.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

17.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus d'avancement, les rapports d'analyse, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 19/ REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

Le ministère et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Paris (sis au 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04. Tél : 01 44 59 44 00 - Fax : 01 44 59 46 46) pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

ARTICLE 20/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du CCP	Libellé	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Art. 7	Description des phases et des prestations associées	Articles 28 et suivants
Art. 8.1	Représentation des parties	Article 3.4.3
Art. 11	Arrêt de l'exécution des prestations	Article 22
Art. 14.1	Régime des droits de PI relatif aux résultats	Article 35
Art.14.2	Régime des droits de PI relatif aux connaissances antérieures	Article 34
Art. 15.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations	Article 14.1.1
Art. 15.2	Plafonnement des pénalités de retard	Article 14.1.2
Art. 15.3	Seuil d'exonération des pénalités de retard	Articles 14.1.3 et 39.2
Art. 15.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	Article 14.2
Art. 16	Résiliation	Article 39
Art. 17.1	Assurance	Article 9.2